

Unité départementale de Lille  
44, rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE CEDEX  
Equipe 2

Lille, le 21/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **XPO TANK CLEANING NORD FRANCE**

1ère Avenue 9ème rue  
Port de Santes  
59211 SANTES

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2022 dans l'établissement XPO TANK CLEANING NORD FRANCE implanté 1ère Avenue 9ème rue Port de Santes 59211 SANTES. L'inspection a été annoncée le 16/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre des contrôles 2022 de la DREAL Hauts-de-France.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- XPO TANK CLEANING NORD FRANCE
- 1ère Avenue 9ème rue Port de Santes 59211 SANTES
- Code AIOT dans GUN : 0007000905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société XPO Tank Cleaning Nord France est implantée sur le port fluvial à Santes. L'activité exercée sur ce site consiste notamment en un lavage intérieur de véhicules citernes ayant transportés des produits chimiques, des produits pulvérulents ou des produits alimentaires.

Les transporteurs sollicitent la société XPO pour le nettoyage de citernes après dépotage préalable chez leurs clients. Le nettoyage est réalisé à base d'eau pompée dans la nappe souterraine et

d'additifs.

Après injection sous pression, les eaux de nettoyage sont dirigées vers une station de traitement comprenant un traitement physico-chimique et un traitement biologique. L'effluent en sortie de traitement est rejeté au canal de la Deûle (rejet n°3 du site).

L'exploitant est régulièrement autorisé à exploiter les installations de lavage intérieur de camion-citernes par arrêté préfectoral du 12/09/1996 au titre de la rubrique principale 167c « Installations de lavage interne de camions citernes, containers et éventuellement wagons-citernes. Installation de traitement de déchets ».

Plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires (APC) s'appliquent au site :

- APC du 17/01/2011 relatif à la mise en place du programme de surveillance RSDE ;
- APC du 15/10/2012 relatif notamment à la mise à jour de la situation administrative de l'établissement. La rubrique principale appliquée au site est la rubrique 2795.1. « Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux » pour une capacité de 300 m³/j.
- APC du 18/12/2014 relatif aux garanties financières ;
- APC du 23/12/2015 relatif à la mise en place de la surveillance pérenne des effluents aqueux ;
- APC du 14/03/2017 relatif notamment à la surveillance complémentaire des rejets aqueux.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Valeurs limites d'émission du rejet d'eaux industrielles "rejet n°3"
- Amélioration de l'installation de traitement des eaux industrielles

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées,
  - les observations éventuelles,
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

### Constats des points de contrôle :

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

### Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>1</sup>
Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 12/09/1996, article 8.4	/	Mise en demeure, respect de prescription
Plan d'action station de traitement des eaux	AP Complémentaire du 14/06/2021, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rejet d'eaux industrielles "rejet n°3" ne respecte pas les dispositions applicables en termes de valeurs limites d'émissions de différents composés. Les préconisations de l'étude technico-économique rendues opposables par arrêté préfectoral complémentaire du 14/06/2021 ne sont pas toutes mises en oeuvre.

## 2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/1996, article 8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> 8.4.1. Débit journalier autorisé : 300 m <sup>3</sup> /j 8.4.2. Température, pH et couleur : Les rejets doivent respecter les conditions suivantes : [...] pH de 6,5 à 8,5 [...].  8.4.3. Substances polluantes : Le rejet n°3 doit respecter les valeurs limites supérieures suivantes :

<sup>1</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

PARAMETRES	Concentrations (en mg/l)	Flux	
	Maximale instantanée	sur 2 h (en kg/h)	Maximal journalier (en kg/j)
M.E.S.	35	0,4	10,5
DBO5 (1)	35	0,4	10,5
DCO (1)	200	2,5	60
Azote global (2)	10	0,1	3
Phosphore total	1	0,01	0,3
Composés organiques du chlore (en AOX)	5	0,06	1,5
Métaux lourds	4	0,05	1,2
HC Totaux	10	0,1	3
MEX (substances extractibles à l'Ether de pétrole)	30	30	9
Sulfates	250	3	75
Chlorures	200	2,5	60
Zn	2	0,02	0,6
Fe	1,5	0,02	0,45
Mn	0,5	0,006	0,15

PARAMETRES	Concentrations (en mg/l)	Flux	
	Maximale instantanée	sur 2 h (en kg/h)	Maximal journalier (en kg/j)
F 0,02	1,7	0,02	0,51
Cu	0,5	6,10 <sup>-4</sup>	0,015
As	0,1	0,001	0,03
Cd	0,005	6,10 <sup>-5</sup>	0,0015
Cr total	0,05	6,10 <sup>-4</sup>	0,015
Pb	0,05	6,10 <sup>-4</sup>	0,015
Se	0,01	1,10 <sup>-4</sup>	0,003
Hg	0,001	1,10 <sup>-5</sup>	0,0003
CN	0,05	6,10 <sup>-4</sup>	0,015
Nitrite	1	0,01	0,3
Phénols	0,1	0,001	0,03

(1) (sur effluent non décanté)

(2) (comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé)

(3) (pondérée selon le débit de l'effluent)

(4) (masse de polluant rejeté par masse de produit utilisé ou fabriqué)

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyses, de référence sont celles indiquées à l'article 10.1.

## Constats :

### pH :

De nombreuses non conformités sont identifiées sur l'année 2021. Les valeur pH les plus basses ont été relevés en octobre 2021 avec un pH < 1. L'exploitant a justifié ces valeurs erratiques par un dysfonctionnement de la sonde pH. Il a été précisé que le changement de la sonde a été réalisé depuis et son étalonnage réalisé en janvier 2022. La facture relative a cette prestation n'a pas été présentée lors de l'inspection.

### MES / DCO / DBO5 / Hydrocarbures :

De nombreux dépassements supérieurs à deux fois la valeur limite d'émission sont identifiés sur l'ensemble de l'année 2021 pour les paramètres MES, DCO et DBO5. Les dépassements sur le paramètre hydrocarbures totaux sont limités au premier semestre 2021.

### Azote global / Phosphore total / AOX :

Cinq dépassements supérieurs à 2 fois la valeur limite sont identifiés sur l'année 2021 pour le paramètre azote, 2 pour le phosphore et 1 pour les AOX.

### Métaux lourds :

Un dépassement supérieur à 2 fois la valeur limite d'émission est constaté le 24/11/2021.

### Sulfates / Chlorures :

Les sulfates présentent deux dépassements inférieurs à deux fois la valeur limite d'émission, les chlorures présentent deux dépassements supérieurs à deux fois la valeur limite d'émission et un dépassement inférieur à deux fois la valeur limite d'émission.

Des dépassements ponctuels sont identifiés sur les paramètres plomb (le 03/02/2021) et phénols (le 13/10/2021).

Le détail des dépassements est donné en annexe 1 au présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/06/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les recommandations suivantes de l'étude technico-économique "audit de l'installation de traitement des eaux - Proposition d'amélioration technique" transmise au préfet du Nord par courrier du 06 mars 2020 sont mise en œuvre sans délai :</p> <p>Hydrocarbures totaux et MEX : Vidanger le déshuileur débourbeur de manière plus régulière. Si le problème persiste, mettre en œuvre une solution de dégradation de ces molécules. Pompage du débourbeur au moins 3 fois par an.</p> <p>Azote global : remettre en service l'oxygénation et automatiser celle-ci afin de respecter les cycles d'aérobie et d'anaérobie.</p> <p>Phosphore total : Mettre en place une injection de chlorure ferrique si nécessaire.</p> <p>MES/DCO/DBO5 : Effectuer une fois par semaine des analyses de concentration du bassin biologique afin de gérer convenablement l'extraction des boues en interne. Les données de surveillance sont conservées au moins 2 ans.</p> <p>Sulfates et chlorures : Travailler sur le process afin de réduire les teneurs de ces molécules.</p> <p>A cet effet, l'exploitant met un place un tableau de bord permettant de suivre la mise en œuvre des préconisations de l'étude sus-mentionnée et justifie les actions engagées et les résultats obtenus auprès de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b>  <u>Hydrocarbures :</u>  Les bordereaux de suivi de déchets justifiant le nettoyage du débourbeur sur l'année 2021 ont été présentés.  La société SUEZ RV OSIS INDUSTRIAL CLEANING est intervenu à quatre reprises:  - collecte de 14 tonnes de boues de nettoyage le 27/02/2021  - collecte de 8 tonnes de boues de nettoyage le 27/04/2021  - collecte de 12 tonnes de boues de nettoyage le 26/10/2021  - collecte de 17 tonnes de boues de nettoyage le 24/12/2021.  L'exploitant a justifié l'absence d'opération entre avril et octobre par une baisse de l'activité sur la période estivale (mai à aout).  Une solution de dégradation de ces molécules est à mettre en œuvre au regard des dépassements persistants.</p> <p><u>Azote global :</u>  L'oxygénation a été réparée en septembre 2020 (fiche incident analysée lors la précédente inspection). Toutefois, le bassin biologique est hors service depuis mi-aout 2021, date de sa mise à l'arrêt pour entretien annuel. Celui-ci a été vidangé et les opérations de maintenance, nettoyage sont en attente. Les gros dépassements identifiés pour l'azote sont concentrés sur le second semestre 2021.</p> <p><u>Phosphore :</u>  Un recueil de données a été initié en aout 2020. Au vu des résultats de l'autosurveillance, il n'y a pas lieu pour l'instant d'envisager d'injection de chlorure ferrique pour l'abattement des teneurs en phosphore.</p> <p><u>MES / DCO / DBO5 :</u>  Seul le paramètres MES de l'eau du bassin biologique est suivi par une analyse au laboratoire de la société. La fréquence de suivi est aléatoire. Les données sont enregistrées sur un tableur informatique.</p>

Le suivi de la DCO et DBO5 n'est pas mis en œuvre.

Sulfates / Chlorures :

L'exploitant procède à un recueil de données mais n'a pas défini de mesure à mettre en œuvre pour l'abattement de ces paramètres.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription